



Richard SZYBURA, Michel PANTHOU

Richard SZYBURA

Chef d'entreprise - Candidat

Suppléant : Michel PANTHOU, fonctionnaire

Madame, Monsieur,

Comme vous, je suis un citoyen.

Comme vous, je me heurte quotidiennement à une société brutale, injuste et impitoyable vis-à-vis d'un nombre croissant d'entre nous. Une société dont on peut craindre que l'évolution ne favorise pas l'épanouissement de tous. Comment, en tous cas, pourrait-on faire croire en une vie meilleure aux plus jeunes, alors qu'ils commencent leur vie d'adulte sans trouver de travail ?

Comme vous, j'ai patiemment attendu les fruits du changement annoncé des années auparavant et pour lequel j'ai lutté.

Comme vous je ne me reconnais pas vraiment dans ce qui se passe aujourd'hui. Désormais, j'en suis convaincu, c'est à nous, citoyens, d'assurer la relève de la gauche. Aussi, est-ce pour cette raison, que j'ai décidé de me présenter aux élections législatives avec Michel PANTHOU, fonctionnaire, syndicaliste, animateur de la revue Démocratie, mon suppléant.

Comme vous, je me méfie du goût du pouvoir pour le pouvoir et de l'ambition personnelle qui sont les seules motivations de certains professionnels de la politique à droite, mais aussi - hélas - quelquefois à gauche. Les fruits de leur politique, nous les connaissons : des promesses, mais peu de résultats ; si ce n'est de nouvelles illusions qui ouvrent en grand la porte aux extrémistes ou à des politiciens à la recherche d'un nouveau tremplin.

Nous ne pouvons plus rester spectateurs : notre sort est en jeu! J'ai donc choisi d'être le candidat du Mouvement des Citoyens fondé par Jean-Pierre Chevènement et Max Gallo. Ensemble, nous nous proposons de rassembler tous ceux qui veulent voir renaître une volonté politique claire, à partir d'une exigence de citoyenneté.

L'emploi, la démocratie, la paix, voilà mon engagement.

Comme vous, je veux que de nouveaux choix se dégagent. Je suis convaincu que les femmes et les hommes ont encore un mot à dire sur leur destin. Après avoir choisi, à travers le «Non à Maastricht» de dire oui à l'Europe des peuples, au progrès social et à la démocratie, je vous propose d'assurer la relève de la gauche, une relève républicaine s'appuyant sur le Mouvement des Citoyens, mais aussi sur tous ceux, aux expériences différentes des nôtres qui cherchent à ouvrir une véritable alternative de gauche. Nous, citoyens, pouvons favoriser, après les élections, un rassemblement volontaire autour d'une nouvelle politique et d'un véritable projet de société.

Je suis candidat pour cela. C'est vous, citoyens, qui déciderez. Rien ne sera possible sans vous.



Richard SZYBURA, Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Richard SZYBURA



POUR NOUS, IL Y A TROIS ENGAGEMENTS SIMPLES

I L'EMPLOI

Pour faire reculer le chômage qui est au cœur de toutes nos difficultés, nous entendons :

1 Favoriser les investissements publics et privés créateurs d'emplois. Pour cela :

- faire baisser d'au moins trois points le niveau des taux d'intérêts réels qui asphyxient notre économie (ils sont aujourd'hui de 8% en France contre 0% aux Etats-Unis et 2,5% au Japon)

- taxer l'«argent gagné en dormant» (SICAV monétaires, produits de la spéculation sur les monnaies...) pour favoriser la production

- arrêter les suppressions d'emplois dans la Fonction publique, créer les emplois nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux et à la préservation de l'environnement.

2 Changer la donne européenne. Pour cela :

- instituer une taxe d'importation sur les produits en provenance des pays européens qui ne respectent pas les mêmes normes sociales, afin d'éviter d'autres HOOVER ou GRUNDIG (une revendication légitime des syndicats européens) ;

- décider des mesures de préférence pour les productions européennes pour éviter les effets du dumping social de pays où la main-d'œuvre est sans protection sociale et parfois jusqu'à 60 fois moins chère ;

- prendre les mesures pour une initiative européenne de croissance visant à relancer la production et donc l'emploi notamment par de grands chantiers européens (routes, TGV, sécurité des centrales nucléaires, logement... etc);

- décider une réduction concertée de la durée du travail créatrice d'emplois. Les gains de productivité seraient ainsi partagés entre la réduction du temps de travail à salaire maintenu et la création d'emplois

- décider des politiques industrielles au niveau européen ou, à défaut, national.

3 Relancer la construction de logements. Pour cela :

- rétablir les ressources du «1% logement» systématiquement réduites depuis 10 ans et réorienter l'épargne vers le Livret A au détriment des SICAV monétaires pour financer le logement social ;

- annuler la dette des offices publics d'HLM asphyxiés par les taux d'intérêts élevés et victimes des conséquences du chômage, leur procurer des prêts à faible taux d'intérêts ;

4 Préserver l'agriculture et un aménagement harmonieux du territoire. Pour cela :

- préserver les paysans et les productions agricoles, aux négociations du GATT ;

- engager une politique volontariste d'aménagement du territoire en soutenant les régions vouées à désertification par le jeu du «marché», en aidant l'agriculture et en favorisant l'implantation d'activités industrielles et de service dans ces régions, en y maintenant des services publics.

Par une croissance mieux maîtrisée, nous pourrons ainsi :

- maintenir notre protection sociale (retraite à soixante ans et principe de la répartition)
- financer la défense de l'environnement car le capital naturel n'est pas illimité.

II LA DEMOCRATIE

Il est urgent de relever la citoyenneté. Pour cela :

- il faut rompre avec le régime de la Vème République où la souveraineté populaire est captée par un tout petit nombre, une oligarchie. Des institutions nouvelles doivent être bâties, assurant l'intervention réelle des citoyens sur la chose publique. C'est une nouvelle République qu'il faut construire ;
- la télévision publique doit voir son financement soustrait à la logique de l'audimat et des recettes publicitaires pour assumer sa fonction d'éveil à la réflexion et au débat démocratique ;
- l'école doit être restaurée dans sa mission d'instruction, c'est-à-dire de transmission des connaissances dans des conditions entièrement nouvelles. Il faut construire l'école publique et laïque du XXIème siècle.

III LA PAIX

La liberté des citoyens passe avant celle des capitaux.

Les principes de la Révolution française doivent à nouveau rayonner en Europe et dans le monde. En particulier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui implique :

- sur notre continent, aider les nations à s'émanciper des ravages du libéralisme et de la misère généralisée et donc bâtir la grande Europe de l'Atlantique à la Russie, une Europe des peuples, confédérale et démocratique ;

- dans les pays du «Tiers Monde», aider les jeunes nations à s'assumer elles-mêmes, à se développer, sans prétendre se substituer à elles. Enfin, une République reconstruite en France devrait être le fer de lance d'un véritable droit international fondé sur «les droits de l'Homme» compris comme les droits sociaux et démocratiques inaliénables des hommes et des femmes.

La critogennete sociale est au coenv. de notre projet, car la République sera sociale ou ne sera pas.



